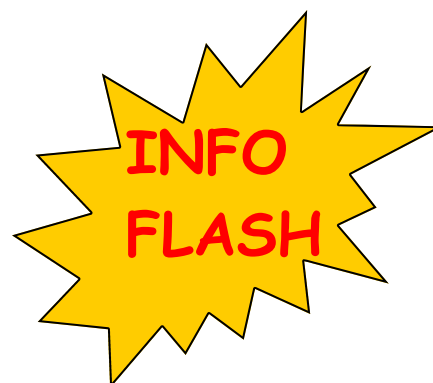




REINTEGRATION
DE LA FORCE DE
VENTE SERCA
AU SEIN DE DCF



ENCORE UNE MASCARADE.

Lors du CCE extraordinaire SERCA du 10 Novembre, la direction a montré une nouvelle fois son respect pour les instances représentatives du personnel.

En effet, après avoir donné des informations contradictoires à celles données 15 jours plus tôt, la direction SERCA a sollicité un avis des élus au CCE sur le projet de réintégration de la Force de Vente SERCA à la branche Géant.

Exemples d'informations contradictoires :

- la note économique n'est plus une note économique mais une note d'accompagnement. Pourtant tout au long du procès-verbal du CCE extraordinaire du 25 Octobre approuvé le 10 Novembre, il est bien question de note économique.
- Le sondage mystérieux de la note « economico-accompagnatrice » n'est plus un sondage mais « un recensement des souhaits émis par les vendeurs ».

Si la direction SERCA a confirmé l'application du L.122-12 du code du travail et donc le maintien des systèmes de rémunération de chaque salarié concerné (y compris la prime à la performance), si elle confirme la spécificité du métier BAS, en revanche elle n'a apporté AUCUNE information probante concernant les conditions de transfert de la Force de Vente d'un point de vue des statuts collectifs. La direction se retranche derrière l'accord passerelle dont la négociation débutera le 14 Novembre.

La direction ne donne AUCUNE garantie sur l'avenir et la pérennité du SAV donc de la pérennité des CTR et des emplois restants à SERCA.

Alors qu'une immense majorité des élus au CCE SERCA demandaient un délai supplémentaire afin d'examiner les nouvelles informations (encore une fois contradictoires avec celles données le 25 Octobre) et ainsi donner un avis éclairé et motivé, la direction SERCA a préféré passer en force en demandant un avis immédiatement.

Sur les 11 élus titulaires au CCE SERCA, 9 élus ont refusé de donner un avis **DONT LA MAJORITE DES ELUS CGT-FORCE OUVRIERE TITULAIRES AU CCE**. Enfin, sur les 2 élus titulaires qui ont participé au vote, il y a une abstention.

Malgré ce résultat, la direction SERCA passe en force et considère l'avis des élus au CCE SERCA comme exprimé.

Cet empressement à en finir au plus vite avec la procédure est-il à même de rassurer les salariés vendeurs et non vendeurs de SERCA ?

**Ce n'est pas une consultation mais
un *Blitzkrieg*.**